

Comment l'Europe met les migrants en péril

L'institut néerlandais Clingendael vient de publier un rapport très critique de la politique de l'Union européenne, qui consiste à payer des pays africains pour qu'ils retiennent les migrants.



Entretien



Clotilde Warin, coauteure du rapport sur l'impact de la politique migratoire européenne au Sahara.

un convoi escorté par l'armée nigérienne partait vers la Libye, parce qu'il s'agit d'une route où l'on peut être attaqué par des bandits. Que se passe-t-il depuis ? Les migrants continuent évidemment de se déplacer, mais par des routes officieuses, beaucoup plus dangereuses, et se retrouvent entre les mains de trafiquants qui n'hésitent pas à les abandonner en plein désert.

Peut-on chiffrer les conséquences ?

Depuis 2016, le nombre de migrants retrouvés morts dans le désert au nord d'Agadez a explosé : 71 morts en 2015, 95 en 2016, 427 en 2017, selon l'Organisation internationale pour les migrations. Et tous ne sont pas comptabilisés. La politique européenne met des vies en péril.

En quoi cela fragilise-t-il ce pays ?

Les deux grandes communautés d'Agadez, Toubous et Touaregs, vivaient du transport de migrants. Aujourd'hui, on confisque leurs véhicules, on les emprisonne. La grogne est forte et cela décredibilise le pouvoir, dans un État qui avait retrouvé son unité et réussi sa transition démocratique avec l'élection en 2011 de Mahamadou Issoufou.

La coopération avec le Soudan apparaît autrement plus scandaleuse...

Ce pays est dirigé depuis près de trente ans par Omar el-Béchir, un dirigeant autoritaire inculpé de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide au Darfour par la Cour pénale internationale... Et pourtant, il est devenu un partenaire fréquentable pour l'UE. Pour stopper les migrants, Béchir a dépêché ses Forces de soutien

rapide (FSR), des milices gouvernementales qui ne sont autres que les janjaweed, ces cavaliers arabes responsables des exactions contre les populations du Darfour.

Nos recherches ont prouvé que les FSR arrêtent, certes, quelques centaines de migrants. Mais elles sont surtout devenues des passeurs, qui rançonnent les migrants et les revendent aux trafiquants libyens. Cette « milicianisation » pose de graves questions sur le choix politique qu'a fait l'Union européenne.

L'Europe s'assoit sur ses principes ?

Cela est en contradiction avec les valeurs qui ont été au fondement de la construction européenne. Et, sur le terrain, c'est extrêmement

handicapant pour les diplomates européens qui tentent d'œuvrer pour le processus de paix au Darfour ou pour la transition démocratique ailleurs.

Que préconise votre rapport ?

D'abord, de ne pas adopter des politiques qui vont à l'encontre de l'État de droit. Ne pas travailler avec des forces de sécurité qui ont commis des abus contre les droits de l'homme. On souhaite qu'il y ait une responsabilité juridique de l'Union européenne, si jamais on se rend compte que cette « externalisation » des frontières porte atteinte aux droits de l'homme.

Recueilli par
Bruno RIPOCHE

L'UE paie la Turquie et des pays africains pour retenir les migrants. Cela marche ?

D'un point de vue comptable, cela marche très bien ! Les arrivées en Italie par la Méditerranée ont diminué de 84 % au premier semestre de 2018. Les dirigeants de l'UE affirment : « Les chiffres parlent pour nous, le résultat est là. »

Vous avez regardé l'envers du décor, sur les routes migratoires au Sahara. Qu'avez-vous vu ?

Des accords ont été signés, avec le Soudan dès 2014, avec le Niger en 2016. Contre financement – respectivement 160 et 230 millions d'euros – ces pays mènent une politique de « frein migratoire ». Elle ne fait que déplacer les flux, mettre les migrants en danger, accroître le pouvoir de milices et créer de l'instabilité régionale.

Le Niger, « bon élève », applique à la lettre les demandes de l'UE. Les flux sont-ils taris ?

Le gouvernement nigérien a voulu stopper la mobilité des migrants entre la ville d'Agadez (nord), principal point de passage, et la frontière libyenne.

Or, d'une part, il s'agissait de mobilité légale, relevant de la libre circulation entre les États de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest. D'autre part, cette mobilité était protégée : une fois par semaine,

Les migrants de l'Aquarius dans quatre pays

Les cinquante-huit migrants à bord du navire humanitaire *L'Aquarius 2*, dont dix-sept femmes et dix-huit mineurs, vont être accueillis dans quatre pays d'Europe (Allemagne, Espagne, France, Portugal), les autorités françaises privilégiant « une réponse européenne ».

« Les cinquante-huit migrants à bord de l'*Aquarius* seront transbordés sur un navire maltais dans les eaux internationales et conduits à Malte », selon le Premier ministre maltais, Joseph Muscat. *L'Aquarius* poursuivra sa route vers Marseille « pour régulariser sa situation étant donné que son pavillon a été retiré ».

Les migrants seront répartis dans les quatre pays. Le Portugal a annoncé dans l'après-midi s'être mis d'accord « de façon solidaire et concertée » avec la France et l'Espagne pour accueillir dix des cinquante-huit passagers. La France accueillera dix huit migrants, l'Alle-

magne et l'Espagne quinze chacune.

Avec *L'Aquarius 2* bientôt à quai, et durablement du fait de la perte de son pavillon panaméen, il n'y aura bientôt plus aucun navire de secours en mer Méditerranée centrale. D'où la demande adressée par Amnesty International, Médecins du monde, le Secours catholique-Caritas et la Cimade à Emmanuel Macron « de faire pression pour que le Panama rétablisse son pavillon et, si cela n'aboutit pas, d'octroyer sans délai un pavillon français à l'*Aquarius* ».

Hier soir, la Marine royale marocaine a ouvert le feu sur une embarcation de migrants en Méditerranée faisant un mort et quatre blessés, selon les autorités locales. La Marine a été « contrainte » d'ouvrir le feu sur un « go fast » (puissante embarcation à moteur), piloté par un Espagnol qui « refusait d'obtempérer dans les eaux marocaines » au large M'diq-Fnideq (nord).